

## « 1ères Assises Nationales des Communautés Noires de France »

Samedi 6 avril 2002 – Assemblée Nationale, Paris  
*Sous le patronage de M. Christian PONCELET, Président du Sénat*

### « Quelle place pour les Noirs dans la société française ? »

#### **SYNTHESE DES INTERVENTIONS ET ECHANGES AVEC LES REPRESENTANTS DES CANDIDATS A L' ELECTION PRESIDENTIELLE FRANCAISE DE 2002**

Pour M. **BAYROU**, M. Alain LAMASSOURE, Ancien Ministre, Vice Président de l'UDF et Député européen  
Pour M. **JOSPIN**, M. Harlem DESIR, Député européen et conseiller municipal d'Aulnay-sous-Bois  
Pour M. **MADÉLIN**, M. Jean-Félix MOULOUNGI, Membre de Démocratie Libérale, conseil en communication  
Pour M. **MAMERE**, M. Stéphane POCRAIN, Porte-parole des Verts et de Noël MAMERE  
Pour Mme **TAUBIRA**, Me Angèle LOUVIER, Avocate

#### **Dogad DOGOUJ**

Mes chers amis, Monsieur le Ministre. Madame et Messieurs les représentants des différents candidats qui ont accepté de venir nous rencontrer et parler avec nous, je voudrais au nom de cette assemblée, vous dire merci d'avoir pris la peine en cette période difficile où le temps est compté, de venir à la rencontre des communautés noires qui organisent ces premières assises pour mieux se coordonner et trouver les moyens de peser sur la vie publique.

Pour ceux qui ne l'ont pas encore reçu et pour rafraîchir la mémoire, je vais vous lire en deux minutes la lettre ouverte adressée à vos candidats, à nos candidats divers et ensuite dans un ordre qui est l'ordre alphabétique, non pas de nos invités, mais de leurs candidats, puisqu'ils parlent au nom de leurs candidats, ils auront, 6 à 8 minutes à peu près pour nous livrer un message et ils auront tout loisir d'accepter ou non de répondre à des questions. Ce qui, je le rappelle, n'était pas au programme.

La lettre ouverte que j'ai adressée à des candidats à la Présidentielle le 27 mars dernier s'intitule : « Etat monocolore contre nation métisse : nous sommes tous des Bleus ». (cf. texte de la lettre ouverte ci-joint).

Je tiens à remercier ceux qui ont répondu à notre appel et qui ont choisi d'être avec nous ce midi. Nous avons posé quatre questions, quatre questions générales et nous souhaitons que dans votre exposé, votre approche ou les approches de vos candidats, soient esquissés des éléments de réponse à ces questions. Les questions qui ont été adressées par courrier à nos différents candidats :

Premièrement, quelle place voulez-vous accorder aux minorités ethniques et culturelles du pays dans les sphères de décisions de l'Etat ? C'est-à-dire le gouvernement, le parlement, les partis politiques, les syndicats, l'administration, les médias, l'armée, les grandes entreprises.

Quelles actions prévoyez-vous pour respecter les deux directives de l'Union Européenne relatives à l'égalité de traitement entre les personnes et à la lutte contre les discriminations ? Je rappelle que nous en parlerons cet après-midi des directives qui font obligation aux états de l'Union de les mettre en application en 2003 au plus tard, et que à ce jour la Grande-Bretagne et les Pays Bas sont les deux états de l'Union qui ont procédé à une large consultation de leurs minorités. Nous en France, nous attendons toujours et nous sommes prêts à en discuter tous autant que nous sommes.

Troisième point, comment comptez-vous permettre aux noirs de France, avec les autres communautés, notamment les blancs de France, permettre d'assumer leur histoire, pour ne pas dire, nos histoires communes, afin de réussir la transition vers une insertion plus harmonieuse. Il va un moment falloir mettre le doigt sur ce qui nous divise ou ce qui nous empêche d'être en harmonie, c'est-à-dire la traite négrière, on en a parlé ce matin et ses conséquences, et le fait de pouvoir reconnaître ce qui s'est fait, qui a été fait par nos aïeux mais qui s'est fait, et pouvoir tourner la page ensemble.

Enfin, quatrième point, et là on parle, je dirais pas des Africains de France, mais quand on y vient et qu'on est sur le sol on est des Africains de France, quelle politique d'accueil et d'intégration républicaine proposez-vous aux populations issues de l'immigration régulière pour qu'elles puissent enfin prendre leur place pleine et entière au sein de la société ? Comment faire aujourd'hui pour qu'il y ait un vrai signe de la part de l'Etat (ou des pouvoirs publics pour être plus précis) pour reconnaître que la France est métisse qu'on le veuille ou pas, elle n'est plus uniquement blanche. Nous disions tout à l'heure qu'elle est Bleue et c'est vrai que c'est mieux comme ça. Elle est bleue avec un ensemble d'ethnies qui composent cette nation, un ensemble de pays d'origine, que l'on vienne du Bénin, de Bretagne, de Nouvelle-Calédonie, des Antilles ou de Guadeloupe, on peut être Français et originaire d'un pays, proche ou lointain.

Voilà pour rafraîchir un peu les mémoires, les questions que nous tenions à vous poser. Nous avons prévu de demander à nos invités, de reprendre l'ordre alphabétique de leur candidat, de respecter un temps de parole même si le CSA n'est pas dans cette enceinte mais simplement pour qu'il y ait une sorte d'équité, six à huit minutes par intervenant, y compris quelques éléments de réponse aux éventuelles questions.

Voilà, je vous remercie d'accueillir en premier le représentant de Monsieur Bayrou, j'ai nommé Monsieur Lamassoure, ancien ministre, Vice-président de l'UDF et Député européen.

### **M. LAMASSOURE :**

Je vous remercie Monsieur le Président.

Six minutes, c'est effrayant.

Nous sommes devant un auditoire qui j'espère sera plus compréhensif que le CSA mais je vais essayer d'aller vite.

D'abord félicitations pour votre initiative qui est en effet un événement historique et c'est une formidable bonne nouvelle pour notre pays. Nous découvrons aujourd'hui grâce à vous une dimension nouvelle de la nation française. Et nous la découvrons dans ce temple des institutions républicaines qu'est l'Assemblée Nationale, à l'invitation de son Président et sous le patronage du Président du Sénat, bravo.

Je crois en effet comme vous, qu'après des années de mauvaise compréhension, d'ignorance surtout, le moment est venu en ce début de 21<sup>ème</sup> siècle et en cette période où la France réfléchit à son avenir et renouvelle ses équipes dirigeantes, de faire le bilan du passé, de traiter les vrais problèmes d'aujourd'hui et de prendre conscience de notre avenir commun.

C'est la démarche que nous avons eue dans la construction européenne, nous avons changé les relations entre la France et les pays voisins le jour où nous avons décidé de partir non plus du passé qui était fatalement conflictuel, mais de l'avenir. Et quand on dit on part de l'avenir, c'est reconnaître que notre avenir sera commun, et que nous vivrons ensemble. Et donc, nous voulons vivre le mieux possible ensemble dans la démocratie, le respect des identités, le respect des droits de l'homme et dans la prospérité économique et bien ça change tout, y compris le regard sur le passé.

Je crois que ce à quoi vous nous incitez, en donnant la parole à des personnes qui parlent de Rennes, de Lyon, de Strasbourg, etc et qui sont toutes noires, ça fait un choc. Et quand le représentant de la délégation de Rennes disait « je vais vous parler en fonction du langage de mon village et des exemples de mon village », on ne savait pas s'il parlait de son village ivoirien ou de son village breton. Je crois qu'en effet en partant de l'avenir, cela change tout et cela commence par changer le regard sur le passé. Sur le passé, je crois que nous avons raté, nous Français et Européens, une occasion historique à la conférence de Durban. Il faudra y revenir.

Toute personne (cela a été mon cas) qui est allée dans l'île de Gorée, et qui a vu les traces de la traite négrière, ne revient pas identique à ce qu'il était en arrivant. Curieusement, c'est un président des Etats Unis qui a su il y a quelques années, montrer et exprimer son repentir pour le passé des relations avec l'Afrique. Je crois qu'un jour il serait bon qu'au nom de la France, au nom de l'Europe quelqu'un aille par exemple à Gorée pour demander pardon. A Gorée ou dans un autre lieu à forte symbolique.

*Applaudissements.*

Cela doit se faire dans le cadre français et dans le cadre européen. Vous parlerez cet après midi des directives européennes contre les discriminations, nous avons fait partie avec Harlem Désir, de ceux qui en ont débattu et qui l'ont votée. Il est clair que l'Europe peut nous aider à parvenir à l'égalité dans tous les domaines, entre les ethnies comme nous avons essayé de le faire dans d'autres domaines entre les sexes.

Il est clair que la France doit cesser d'être, ce qui est le cas aujourd'hui, le plus mauvais des 15 dans la transpositions des directives européennes en général et doit se montrer particulièrement exemplaire dans la transposition en droit français de cette importante directive 2043.

*Applaudissements.*

Alors, la dernière remarque puisque je n'ai que 6 minutes donc... Ce qui m'a plu énormément dans la lettre ouverte que vous avez lue, Monsieur le Président, c'est la phrase dans laquelle vous dites, vous rappelez, traditionnellement on dit c'est l'Etat qui fait la Nation. C'est comme, ça que nous disons en France. Je crois qu'il faut mettre ce verbe à l'imparfait, au passé. C'est l'Etat qui a fait la Nation en France. Mais la Nation Française du 21<sup>ème</sup> siècle, se fera différemment. Le moment est venu de comprendre que la Nation Française d'aujourd'hui est composée de personnes qui viennent d'origines différentes et notamment géographiques, ethniques, religieuses différentes de ce que pouvait être la nation française auparavant. Le grand défi pour cette France du 21<sup>ème</sup> siècle est de réussir avec les communautés, telle la communauté noire, et les autres qui ont été citées dans les propos introductifs, ce que la France n'a pas réussi à faire avec ses régions d'origine à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Je suis originaire du Pays basque et 100 ans après Jules Ferry, il y a encore un ressentiment profond au Pays basque de la manière dont la troisième république dans sa volonté (admirable d'ailleurs à bien des égards de forger une nation française unique), a broyé les cultures régionales, les spécificités régionales, les traditions régionales et les langues régionales.

Aujourd'hui nous essayons un peu de compenser, avec difficulté, c'est assez bien réussi en Alsace pour des raisons particulières, c'est beaucoup plus difficile en Corse comme chacun s'en rend compte, c'est difficile aussi au Pays basque.

Je crois qu'avec les communautés noires, avec les communautés chinoises, avec les communautés maghrébines et les autres, qui composent la société française et la nation française, nous devons au 21<sup>ème</sup> siècle réussir ce qui n'a pas réussi au 19<sup>ème</sup>. Pour cela, il faut que nous arrivions à inventer une espèce de troisième voie, il me semble qu'elle est assez bien décrite dans vos documents avec lesquels j'adhère totalement. D'un côté, c'est la république française jacobine, je ne veux voir qu'une tête, je ne connais que des citoyens, il n'y aucune communauté en France, il n'y a que ces citoyens, il n'y a qu'un seul peuple français. Et puis de l'autre, un système dans lequel il n'y aurait plus que des minorités, il n'y aurait plus que des communautés, tout à l'heure Maître, quand vous évoquiez les communautés chinoises, juives, etc. je me disais il a raison, en même temps que deviendrait une France dans laquelle il y aurait des rivalités entre communautés ? Il faut une émulation, il faut éviter les rivalités et naturellement les conflits. La nation française, c'est la manière de faire vivre ensemble des communautés sans qu'il y ait des conflits entre elles et en évitant une forme d'émulation.

Donc, il faut que nous acceptions de reconnaître qu'il y a des identités de groupe, qui toutes ont la même dignité et la même légitimité à s'exprimer, mais qu'il y a en même temps une culture, je ne dirais pas dominante, mais qui est le modèle de référence commun à l'ensemble de la société française. Dans les institutions politiques notre constitutions et au-delà une sorte de culture commune. C'est ce que nous avons beaucoup de mal à faire en France où nous avons tendance, soit à dire « je ne veux voir qu'une tête », soit à dire « tout le monde doit être référence ». Non, il faut une référence générale commune, mais reconnaître une égale dignité à toutes les communautés. Bien entendu nous devons veiller à ce que dans toutes nos institutions, à commencer par la nation politique, nos partis politiques et dans les grandes institutions de la république, toutes les communautés puissent être représentées.

Si on doit arriver à « l'affirmative action » en dernier recours soit, mais si nous pouvions trouver d'autres formules que celles à laquelle nous avons eu recours pour l'égalité et la représentation politique des hommes et des femmes, je crois que ce serait meilleur.

En tout cas pour ce qui concerne l'UDF, lundi 8 avril à 20 h 30 au 133 rue de l'Université (je fais de la publicité pour notre action), nous organisons un débat sur les relations de la France et de l'Afrique et sur les Africains en France. Vous êtes naturellement tous les bienvenus.

Bravo pour votre action et je me réjouis d'avance de tout ce que nous avons à faire ensemble ensuite. Merci.

*Applaudissements.*

**Dogad DOGOU**

La parole est à Monsieur Jean-Félix MOULOUNGI représentant M. MADELIN ;  
Monsieur MOULOUNGI, s'il vous plaît.

## M. MOULOUGI

Merci Monsieur le Président, bonjour à toute l'assistance.

Vous voyez la preuve, ces Noirs Africains qui viennent présenter, à l'époque ils étaient timides de voir les Noirs adhérents d'un parti politique de droite, parce que nous sommes allés habiter souvent dans les banlieues, puisque ceux qui sont nés dans les banlieues, ils naissent à gauche, les municipalités sont à gauche, les professeurs sont à gauche, les HLM sont à gauche.

Alain Madelin m'a dit ceci : Jean Philippe vas y, ne vas pas polémiquer, va dire ceci : tu vas parler de la République, tu vas parler de la liberté, tu vas dire que Démocratie Libérale, par rapport au terme qui a été choisi par Africagora, nous sommes pour l'intégration, pas pour l'assimilation. L'intégration à savoir qu'on respecte chacun avec ses différences. Ceux qui aiment le foie gras mangent le foie gras, ceux qui aiment le riz mangent le riz mais ils composent tous une même communauté.

La liberté - nous vivons en France - c'est la république. Il y a une autre politique. Vous êtes tous ici. Vous devez vous prendre en charge, vous devez faire un choix de société. Pour ceux qui adhèrent au Parti communiste, pour ceux qui adhèrent au Parti socialiste, pour qui adhèrent chez les Verts, à l'UDF, au RPR, allez-y, c'est comme ça que vous prendrez, que vous ferez monter et que vous pourrez faire remonter les exigences de la communauté que vous représentez. Sachez que Monsieur Colin Powell, que Georges Bush a nommé Secrétaire d'Etat, ne l'a été comme ça. Ils ont d'abord travaillé ensemble. Colin Powell avait pris un choix de société. Il a adhéré au Parti Républicain, ils ont travaillé ensemble Monsieur Bush et lui. Il a été apprécié au sein de son parti et maintenant il est Secrétaire d'Etat.

Moi ce que je vous demande, c'est que vous êtes tous ici, vous avez tous posé vos valises en France. Vous devez faire un choix. C'est en fonction de ce choix que vous allez faire évoluer les communautés que vous représentez, les Noirs, les Arabes.... Il est curieux en France, les Noirs et les Arabes remplissent les prisons. Dites-moi où sont les Noirs et les Arabes dans les conseils d'administration ou à la télévision ? Pour arriver à le faire, nous devons nous battre dans les partis auxquels nous devons adhérer.

C'est le message d'Alain Madelin. Nous sommes une république, nous devons travailler dans un cadre républicain et démocratique. Faites votre choix. Merci.

*Applaudissements.*

## Dogad DOGOU

Je ne commenterai pas le message mais c'est bien un appel à adhérer à d'autres partis que le votre, entre autres. C'est très militant ça.

Je vous demande d'accueillir pour Monsieur Jospin, Monsieur Harlem Désir.

## Harlem DESIR

Je voudrais d'abord remercier le Président d'Africagora, Dogad Dogoui, au nom de Lionel Jospin, candidat à l'élection présidentielle, pour son invitation. Vous transmettre les salutations et les vœux de succès pour ces premières assises nationales des communautés noires de France de Lionel Jospin. Assises qui font suite à une tournée qui a commencé au mois de novembre, et qui, comme le disait tout à l'heure Alain Lamassoure sont une première, même si, je ne crois pas qu'on puisse découvrir aujourd'hui totalement la place et le rôle des populations issues d'Afrique, issues des départements d'outre-mer, des Antilles en particulier, mais aussi de la Réunion.

Je crois qu'on ne peut pas quand même oublier que après tout, les questions que nous nous posons aujourd'hui sont posées depuis longtemps, qu'il y a eu un président du Sénat, par exemple, qui s'appelait Gaston Monnerville et qui était lui-même noir, issu des Antilles et qu'effectivement le lien entre l'Afrique et la France entre les populations afro-caribéennes et la France sont des liens extrêmement anciens.

Pour autant, les problèmes de discrimination, de place des Noirs dans la société française continuent à être posés et vous avez le mérite de vouloir les reposer sous un angle en partie renouvelé, notamment celui de la place dans la vie économique, celui d'une place, d'une visibilité, d'un rôle qui ne se limite pas uniquement aux domaines les plus acceptés aujourd'hui que sont le sport, la musique, la création culturelle, mais d'une participation beaucoup plus générale aux sphères de décision, à la création de richesses, à la responsabilité politique.

Finalement je crois que nous aurons véritablement remporté ce combat lorsque nous n'aurons même plus besoin - comme le faisait tout à l'heure le représentant du candidat Alain Madelin - de devoir souligner que même si cela peut paraître étrange, et bien c'est après tout normal qu'il puisse y avoir des Noirs dans des formations politiques extrêmement différentes. Et qu'il puisse aussi y en avoir effectivement dans les courants de droite, dans les courants libéraux alors qu'historiquement en raison des combats anti-coloniaux, en raison aussi de la situation socio-économique de beaucoup de migrants issus des départements d'outre-mer ou d'Afrique, il est vrai que les Noirs ont eu, et ont encore majoritairement toujours, plutôt une inclination vers la gauche.

Alors, nous sommes confrontés à une difficulté. Cette discrimination qui persiste, ces freins, ces préjugés qui empêchent effectivement une reconnaissance pleine et entière de celles et ceux qui sont issus d'immigration africaine ou caribéenne, suscitent un sentiment communautaire je dirais, peut être de nature un peu communautariste. Il y a nous le savons tous dans les groupes antillais et aussi africains, cette idée que finalement, malgré les discours sur l'égalité, malgré la loi contre le racisme, malgré les directives européennes contre les discriminations, nous n'arrivons pas à obtenir que les Noirs aient toute la place qui devrait être la leur dans cette société. Malgré l'ancienneté, encore une fois, des liens historiques, malgré l'importance, y compris numérique, de la population noire dans notre pays.

D'où cette idée qu'il faudrait constituer d'une certaine façon un lobby communautaire pour faire reconnaître au moins les problèmes de discrimination qui persistent et la place et l'apport des populations noires dans notre pays. Je crois que là, nous sommes effectivement face à une réalité : si comme vous le dites dans une formule, alors que la nation est métissée, l'Etat reste monocolore, alors que la société est composée d'hommes et de femmes d'origines diverses, la représentation qu'elle donne d'elle-même au travers de la télévision reste monocolore à un point qui est d'ailleurs totalement choquant et absurde et qui fait sur des petites chaînes de TV nouvelles d'information économique, comme Bloomberg par exemple, on voit plus de présentateurs de couleur qu'on peut en voir sur des chaînes du service public. Ce qui ne laisse pas de nous interroger quand on sait que très souvent que les arguments qui étaient opposés à ceux qui disaient « faudra-t-il un jour finir par mettre des quotas pour que vous acceptiez qu'il y ait des présentateurs d'origine arabe, d'origine africaine, d'origine antillaise ? L'argument qui était opposé, était que malheureusement on manquait de journalistes compétents, que bien volontiers on en aurait mis davantage, mais qu'on n'avait pas des gens qui avaient suivi les cursus des écoles spécialisées. Alors, s'ouvrent des chaînes économiques, on a besoin de journalistes hyper pointus, hyper compétents qui soient à la fois de bons présentateurs et de bons spécialistes de sujets qui demandent un très haut niveau de qualification, et là on en voit à foison et il n'y a plus d'obstacle. Donc, il y a bien des problèmes.

C'est vrai que la première affirmation, je crois nécessaire et indispensable, que tant que persisteront ces phénomènes de discrimination, de barrières qui se mettent devant les trajectoires individuelles d'hommes et de femmes de talent, simplement parce qu'ils sont Noirs, parce qu'ils sont issus d'immigration, nous verrons se renforcer le sentiment que la seule manière de renverser cela est de créer une logique de communautarisme.

Moi je crois qu'il faut effectivement faire place et reconnaître l'existence de sentiments communautaires, que ce soit des communautés religieuses ou d'origines, mais en même temps tout faire pour éviter de sombrer dans le communautarisme, c'est-à-dire, quand même s'accrocher à l'idée que c'est l'égalité qui est la bonne réponse et que pour promouvoir l'égalité, il peut être nécessaire c'est vrai, d'en passer par des formes de discrimination positive, mais je dirai non pas sous la forme de quotas, mais plutôt sous la forme (et c'est une partie d'ailleurs de la signification du terme « affirmative action » aux Etats-Unis) qui ne concerne pas que les quotas, mais qui sont ceux de faire un effort volontariste pour que l'égalité soit réellement respectée. C'est-à-dire faire en sorte que, quand on constate un décalage important dans le personnel d'une collectivité locale, d'une municipalité, entre le nombre des habitants issus des immigrations, issus des populations noires, mais aussi d'immigrations qui sont pas forcément uniquement noires (qui peuvent être maghrébines ou d'Europe centrale) et le nombre de celles et ceux de cette origine qui travaillent dans les services municipaux, on fasse un effort de rattrapage. Qu'on se dise qu'il doit y avoir déblocage et qu'il faut faire un effort particulier. De même quand à la télévision on fait ce constat, il nous faire cet effort, qu'on essaye d'identifier les causes pour apporter les réponses.

De ce point de vue, je crois que dans l'examen que vous avez évoqué des directives européennes contre la discrimination, l'une qui couvre l'ensemble des discriminations en raison de l'origine et de la race et l'autre plus spécifiquement dans le monde du travail, il devrait être examiné, l'opportunité de créer au-delà des observatoires tels que le 114 aujourd'hui, ou des CODACS mis en place dans les préfectures, la nécessité ou l'opportunité de créer quelque chose, une autorité administrative du même type que la Commission des droits de la personne au Canada ou que la Commission pour l'Egalité Raciale en Grande-Bretagne, c'est-à-dire une autorité qui soit capable de mener elle-même des enquêtes lorsqu'il y a de toute évidence ou d'après des témoignages nombreux, des problèmes de discrimination dans un champ professionnel, dans l'accès au logement, dans l'accès à des stages pour nos collégiens ou lycéens des filières professionnelles, dans l'accès à un certain nombre d'emplois publics. IL faut qu'alors cette autorité puisse apporter la force de son témoignage devant les tribunaux si l'action en justice est nécessaire et qu'elle puisse aussi émettre des propositions pour essayer de remédier à ces difficultés.

Enfin pour terminer parce qu'il faut respecter la règle de limitation de temps que vous avez déterminée, il y a un certain nombre de mesures qui peut-être ont surtout une portée symboliques mais qui peuvent aussi avoir leur importance. Pendant cette mandature législative qui s'achève, la majorité, que j'ai soutenue et le gouvernement qui était conduit par Lionel Jospin, ont accepté de soutenir une proposition de loi déposée par la députée Christiane TAUBIRA, qui est aussi par ailleurs candidate à l'élection présidentielle pour une autre formation politique, demandant à ce que l'Assemblée Nationale et donc notre pays reconnaisse enfin que l'esclavage et la traite des Noirs.

Bâtir un avenir commun, comme disait Ernest Renan, une communauté de destin, pour parler de la Nation, qui transcende les différentes origines, les différences de croyances, qui est fondée sur les principes de la république laïque, mais on ne pourra bâtir cet avenir commun que sur une reconnaissance des erreurs, des crimes, des fautes du passé et sur un regard lucide sur les conséquences qui en ont découlé.

Deuxièmement, dans un tout autre ordre d'idées, une des propositions du candidat Lionel Jospin, pour cette élection présidentielle, est la mise en œuvre enfin de ce vieil engagement du droit de vote pour les étrangers – *Applaudissements* - qui résident dans nos communes, aux élections locales. Je crois que même si beaucoup des enfants de ces résidents étrangers, qui sont nés en France, ont en vertu du code de la nationalité et du droit du sol que nous avons rétabli (alors que les lois Pasqua les avaient supprimées ou remises en cause) même si beaucoup d'entre eux sont des citoyens à part entière, sont inscrits sur les listes électorales, peuvent voter à toutes les élections. C'est un geste aussi à l'égard de ces jeunes que de donner à leurs parents qui parfois ont conservé la nationalité du pays d'origine, auquel ils sont attachés parce qu'ils se sont battus pour l'indépendance de ce pays, pour la reconnaissance de sa personnalité propre, que de leur donner cette citoyenneté de résidence à laquelle nous voulons également associer un accès plein et égal aux emplois publics.

Cela aussi, c'est un élément de la transposition des directives européennes, qui demandent que toutes les discriminations puissent être examinées et que dans chacun des pays on fasse un effort maximal y compris ici, même si la directive n'y oblige pas absolument pour ce qui concerne les emplois publics, car si on peut encore comprendre que en matière de sécurité nationale, de défense, de services de renseignements (encore que là aussi on embauche des étrangers, même dans l'armée, il y a une légion étrangère), il y a encore une notion de nationalité, quand il s'agit de la poste, de l'hôpital public, des emplois communaux, on ne voit pas pourquoi, dans une hypocrisie complète, on ne pourrait embaucher celles et ceux qui sont de nationalité étrangère qu'avec un statut de contractuel pour faire exactement le même job que ceux qui sont de nationalité française, mais qui sont les seuls eux à pouvoir bénéficier d'un statut de fonctionnaire et d'un véritable emploi public. Je crois que cela aussi fait partie des discriminations et des mesures qu'il faudra prendre.

Enfin, et en un mot pour terminer, je crois que tout cela y compris parce que vous êtes très investis dans le champ économique, doit aussi nous amener à reconsidérer l'importance du rôle que peuvent jouer les Africains et les Caribéens qui vivent dans notre pays pour de nouvelles relations y compris économiques et de co-développement avec les pays du sud et en particulier avec l'Afrique. Je ne crois pas que ces relations puissent être basées uniquement sur le libre échange, sur les politiques d'ajustement structurel du FMI ou de la Banque Mondiale, je crois qu'il faut un équilibre entre ce qui est fait pour attirer les investissements privés et vos entreprises peuvent jouer un rôle, et puis d'un autre côté un retour à une politique plus ambitieuse d'aide publique au développement, de coopération et notamment dans les domaines tout à fait vitaux de l'accès aux biens publics mondiaux, l'eau, la santé, les médicaments, l'énergie, etc.

*Applaudissements*

Tout ce qui permet à une activité économique de se développer, de se diversifier et à partir de là, aux investissements, aux échanges, je dirais de nature plus marchands, de véritablement pouvoir être des moteurs du développement. Je crois que dans ce moment où une prise de conscience se fait, que bâtir un monde juste et sûr pour tous les peuples ne peut se concevoir dans l'indifférence des pays du Nord à l'égard des pays du Sud. Nous avons un devoir tout à fait particulier de donner véritablement sa chance à l'Afrique de reprendre sa place dans le concert des nations, mais pour cela je pense que, l'action, je ne dirai pas communautariste, mais je dirai en tout cas l'action citoyenne et d'élévation de la conscience que joueront les Noirs de France vis-à-vis des pouvoirs publics pourra certainement être déterminante pour que l'on sorte de cette espèce d'indifférence mortifère qui abandonne l'Afrique au sous-développement et que l'on reconnaisse ses talents, ses potentiels et que réellement nous l'accompagnions dans une nouvelle voie. Je vous remercie.

*Applaudissements.*

## Dogad DOGOU

Pour Monsieur MAMERE, je vous demande d'accueil Monsieur Stéphane POCRAIN.

## Stéphane POCRAIN

Bonjour Mesdames et Messieurs, je suis heureux d'être ici parmi vous. Je suis heureux de voir qu'il y a un certain nombre de représentants de partis politiques présents. Je me rappelle avec émotion du temps où lorsque d'autres associations organisaient le même type de manifestations, et bien, il n'y avait qu'un ou deux obscurs – et encore - représentants de formations politiques, ici je vois qu'un certain nombre de formations politiques ont désigné des représentants éminents au sein de leur formations. C'est certainement marque que les temps évoluent.

Mais je veux dire assez clairement, parce que même si on est en campagne présidentielle on peut se parler franchement, je dois dire aussi clairement, que si les partis politiques évoluent, ce n'est certes pas seulement grâce à leurs propres actions, c'est en réalité grâce à l'action du peuple, grâce à l'action de la société civile, grâce à l'action de gens comme Dogad précisément, qui a un moment donné disent : on se lève, on se met en marche, il y en a assez, nous n'avons pas la juste place qui est la nôtre dans notre pays.

Pourquoi je dis cela ? Parce que chacun voit bien l'exercice auquel je suis convié maintenant. Au terme de mon intervention que je dois m'efforcer de faire brillante, je devrais vous avoir convaincu que le meilleur des candidats aux élections présidentielles est Noël Mamère, donc je le dis au début de mon intervention – *Applaudissements* – Ainsi, cela permettra que le reste soit... qu'on se parle plus franchement.

Ceci étant dit, il n'empêche qu'on nous a posé un certain nombre de questions précises. Donc je vais d'abord essayer d'y répondre, puis je donnerai un sentiment en tant que porte parole des Verts et en tant que porte parole de Noël Mamère, afin je vous livrerai un sentiment plus personnel sur la journée d'aujourd'hui.

**Quelle place pour les minorités dans la sphère des décisions de l'Etat ?** Question très difficile aujourd'hui. A partir du moment où nous ne nous prononçons pas formellement pour des quotas, on est obligés en réalité de faire des grandes circonvolutions pour expliquer que la République aime tous ses enfants d'où qu'ils viennent et que tôt ou tard elle leur fera place. Je constate que visiblement il faut arrêter de dire tôt ou tard, parce que tôt, on sait que ce n'est pas tôt, donc ce sera forcément tard, même très tard, même très en retard – *Applaudissements*.

Donc moi je le dis franchement en tant que militant politique, je ne fais pas confiance aux partis politiques, y compris à ma propre formation pour favoriser l'accès de Noirs à des responsabilités dans ce pays – *Applaudissements* - Je pense que nous sommes un certain nombre à payer chèrement de notre personne, à donner du temps pour nos formations politiques, nous savons bien que dans un certain nombre de partis de droite comme de gauche (mais enfin, il faut quand même dire sans être polémique, que c'est pire à droite, en tout cas du point de vue où je l'observe) – *Applaudissements* - il faut quand même le dire. Et bien, il n'y a pas de place pour les enfants, qui ne sont pas des enfants de l'immigration, il faut appeler un chat un chat, qui sont des enfants de la colonisation. Ces enfants de la colonisation aujourd'hui, je suis ému en plus de parler après Harlem, parce qu'une des raisons qui font que je me suis engagé en politique, c'est qu'un jour j'ai vu un mec qui avait 27 ans, j'en ai aujourd'hui 29, qui s'appelait Harlem Désir, qui est passé à l'Heure de vérité, qui avait été très très bon et que je me suis dit ben donc moi je ne suis pas destiné qu'à faire du foot , de la danse ou des trucs comme ça. Moi aussi peut être qu'un jour je pourrai parler à la télévision, faire des discours, ce type de choses, parler de mon pays, de ma République – *Applaudissements* –

Et je le dis parce qu'il faut rendre hommage aussi à ce type de parcours. Le parcours d'Harlem n'a pas été un parcours facile, il s'est toujours engagé dans une formation de gauche, c'était un choix courageux, parce que moi qui suis aujourd'hui chez les Verts, je peux vous assurer qu'on sait que les choses pour nous ne sont faciles nulle part.

Donc quelle place pour les minorités dans l'Etat ? Il faut le dire franchement, c'est la place qu'elles arriveront à se faire à la force du poignet – *Applaudissements* - Ne croyez pas, je vous le dis, ne croyez pas ceux qui dans cette campagne présidentielle, le temps d'une campagne vont vous dire « mais bien sûr, demain on vous fera la place ». Le lendemain bien évidemment quand les élections seront finies, rien n'aura avancé.

**Deuxième question : quelles actions pour respecter les directives**, dont vous allez parler cet après-midi ? J'en vois au moins deux. La première a été évoquée par Harlem Désir et c'est une proposition concrète dans le programme de Noël Mamère, c'est la suppression de ce qu'on appelle dans ce pays les emplois réservés. Lorsqu'on cumule l'ensemble de ces emplois, c'est six millions d'emplois. Six millions d'emplois dans ce pays sont de fait réservés aux nationaux et interdisent à un certain nombre d'étrangers d'y avoir accès. On voit que bien évidemment, ce n'est pas une discrimination raciale mais que cela éloigne de fait tous ceux qui n'ont pas la nationalité française, parmi lesquels beaucoup de ressortissants de l'Afrique ou éventuellement du Maghreb. Donc, c'est une mesure mécanique pour le coup. Ceux qui proclament qu'ils ont pour que vous puissiez avoir l'accès à tous les emplois, et bien n'ont qu'à le faire, c'est la suppression des emplois réservés. Deuxième proposition, on est dans une campagne où l'on n'a pas arrêté de nous parler de sécurité. Chacun aura compris que les affaires maintenant sérieuses se déroulent du côté de la police. Et bien comme dans ce pays il y a une police des stupéfiants, comme dans ce pays il y a une police des mœurs, nous proposons la création d'une police des discriminations - *Applaudissements* - afin qu'on puisse réellement enquêter sur un certain nombre de discriminations, je crois que cela ira d'ailleurs dans le sens de ce que disait Harlem Désir sur la création d'une autorité. Donc nous proposons cette autorité avec en plus des moyens de police.

**Troisième question, sur la question de l'histoire qui a été posée.** Comment faire pour que l'histoire soit mieux enseignée dans ce pays. Je crois que cela a beaucoup à voir avec les politiques d'éducation nationale. Je dois d'ailleurs dire que dans ce cadre là que la gauche plurielle à quand même amorcé, même si c'est sur la fin de sa mandature et même si c'est encore assez timide. La majorité plurielle a amorcé un processus qui me semble être intéressant puisque dans le cadre du suivi de la Loi Taubira, de la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité, une commission s'est mise en place sous la présidence de Maryse Condé. Je fais partie des membres de cette commission, ayant notamment pour tâche de voir ce qui peut être fait dans le domaine de l'éducation et en particulier des programmes scolaires, de la modification des manuels scolaires. Nous avons un mandat de trois ans en l'occurrence, donc on essaiera de voir ce qui peut être fait. Ce ne sera pas dès cette année car nous avons été mis en place il y a seulement un mois, mais cela me semble important. Au-delà,, je crois qu'il faut accepter maintenant, à partir du moment où la France a joué son rôle, celui qu'elle aime bien se donner finalement - de nation pionnière dans le domaine des droits de l'homme et des libertés - c'est assez facile parce qu'on a un discours à l'Assemblée Nationale, et puis on en tient un autre à la Conférence de Durban. A l'Assemblée Nationale, on dit l'esclavage est un crime contre l'humanité, à la Conférence de Durban, piteusement on se tait comme l'ensemble des pays de l'Union Européenne et on ne dit pas un mot pour défendre une loi qui pourtant est une loi unique au monde. C'est la raison pour laquelle Noël Mamère en particulier et les Verts en général, reviennent à l'esprit initial de ce qu'était la loi défendue par Christiane Taubira : une loi dans laquelle elle avait prévu, elle, qu'il puisse y avoir un certain nombre de réparations. Car à partir du moment où - d'un point de vue juridique - on qualifie un crime, et bien tout crime entraîne de fait un droit à réparation – *Applaudissements* - Donc, le débat doit être ouvert sur les réparations.

Je ne peux pas vous en dire plus, chacun voit que c'est un débat qui est très long, qui nécessitera bien sûr une harmonisation des législations au niveau mondial. Il y a un certain nombre d'outils, notamment le Tribunal Pénal International qui existe aujourd'hui. Ce que je vous dis là n'est pas un discours de Stéphane Pocrain, c'est écrit dans le programme de Noël Mamère sur cette question des réparations.

Dernier élément sur la question qui était posée sur **que ferez-vous pour favoriser l'intégration des émigrés réguliers ?** Ce que je peux faire observer à notre haute assemblée, s'il est bon de se soucier de la situation de l'immigration régulière dans ce pays, je ne voudrais pas faire croire que les Noirs de France n'ont pas pour souci de s'occuper également des immigrés qui sont entrés en situation irrégulière. Je pense en réalité que dans ce pays il y a un vrai fil conducteur entre d'une part les politiques sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, qui depuis des années ont cessé d'être de plus en plus répressives, et bien évidemment la place qui est faite dans nos quartiers aux enfants de la colonisation. Donc, de ce point de vue là, et ce n'est pas un scoop, Les Verts se déclarent encore aujourd'hui pour la régularisation des sans-papiers qui en ont fait la demande – *Applaudissements* -, pour la suppression des centres de rétention. Dans la même ordre d'idée, nous sommes aussi pour la suppression d'une loi qui est une loi inique, qui est le retour au bannissement, qui est la loi dite de double peine, qui fait que lorsqu'on a commis un délit on est renvoyé vers un pays dont on suppose qu'il est votre pays d'origine – *Applaudissements* - même si vous n'en parlez pas la langue et même si vous n'y avez jamais mis les pieds. Pourquoi j'indique cela avant de répondre à la question de ce qu'on peut faire pour les enfants de la colonisation qui sont en situation d'immigration régulière ou ceux qui sont nés sur notre territoire ? C'est parce que bien évidemment pour eux les mesures qui doivent être prises, et je pense que c'est important justement qu'une association comme Africagora prenne une démarche telle que celle qui est présentée aujourd'hui, c'est que les problèmes sont précisément à mon sens, d'ordre économique et social. On a passé le temps dans cette campagne à parler de questions de sécurité, il faut avoir le courage de se dire que les questions de sécurité se trouvent principalement dans des quartiers à forte population immigrée et que donc dans cette campagne on avait un espèce de malaise alors qu'on avait l'impression qu'on connaissait déjà les discriminations dont nous étions victimes et que pendant toute cette campagne moi j'ai vu plein de Noirs et d'Arabes qui me disaient après la discrimination, la criminalisation, lorsqu'on parle d'insécurité c'est de nous dont on parle comme auteurs d'insécurité. Il faut bien dire au passage que souvent nous sommes les premières victimes de cette insécurité – *Applaudissements*.

Donc, voilà, j'en finirai là. J'espère que je n'ai pas été trop long. J'ai essayé en tout cas de ne pas être trop démagogique, de respecter cette assemblée, car je pense que c'est cela qui doit changer dans le débat politique en France. Nous devons apprendre à nous faire respecter. Nous devons apprendre à ne pas laisser les hommes politiques venir nous raconter n'importe quoi le temps d'une campagne électorale, ne pas tenir leurs promesses ensuite. Dire tranquillement, je vais réduire la fracture sociale et puis le lendemain mener une politique qui l'élargit. Dire tranquillement, je vais mener l'impunité zéro mais je commencerai par ne pas me l'appliquer à moi-même. Ce genre de propos bien sûr sont indignes et je pense que je vous appelle, quelles que soient vos options politiques, que vous soyez de droite ou de gauche, à quand même tirer les conséquences de ce qui fait la dignité et la noblesse de l'engagement politique, à savoir le respect des promesses, le respect de la parole donnée – *Applaudissements*.

Je finis réellement cette fois-ci parce que j'ai déjà été très long en vous remerciant et en vous disant que j'ai le sentiment quand même que les temps changent, que les temps ont changé, que je pense que on aura des bonnes surprises dans les dix ou quinze ans qui viennent, qu'il y aura des responsables politiques issus de l'immigration, issus de la colonisation, de premier plan, tout simplement parce que nous savons lire, nous savons écrire, nous savons compter – *Applaudissements* - que le temps des colonies est fini. Je crois que la journée d'aujourd'hui en donne une bonne illustration.

Juste un mot quand même parce qu'il ne faut pas non plus se flatter. Ce n'est pas parce que je suis Noir que je suis venu vous dire uniquement des choses agréables. Je vous le dis comme je le pense. Moi je ne suis pas devenu militant politique pour entendre dire un jour par exemple, que la droite la gauche c'est pareil, que les gens finalement pour faire avancer notre communauté, faudrait que les gens aillent dans tous les partis. C'est un véritable débat ça. Ou alors on pense qu'on s'adresse à des gens uniquement en fonction de la couleur de leur peau, ou alors on pense qu'on s'adresse à des citoyens qui sont des citoyens éduqués, qui sont des citoyens formés, qui défendent donc des options politiques. Et autant je respecte les gens issus de l'immigration qui s'engagent dans des partis de droite, je dois dire que c'est leur choix de citoyens, autant je pense, pour ma part, que la droite et la gauche, ce n'est pas la même chose et que comment se faire respecter dans ce pays, c'est d'abord prendre la pleine conscience de ce qu'est un bulletin de vote et savoir qu'effectivement tous les votes ne sont pas les mêmes parce que demain toutes les politiques ne sont pas les mêmes. C'est la première chose désagréable que je voulais vous dire.

La deuxième chose désagréable, même douloureuse, on tient cette réunion au moment où dans ce pays, à nouveau, on recommence à brûler les synagogues. Ça veut dire quelque chose. Alors je pense qu'il faut être toujours très prudents lorsqu'on dit par exemple que Villeurbanne, le pays juif. Attention aux mots dont nous parlons, attention aux mots.... Je n'aime pas quand j'entends parler de Sarcelles la négresse, de Sarcelles la noire. Villeurbanne pays juif, même si je sais tout à fait que c'est plus une expression ou une formule. Mais, faisons attention car en tant que groupe noir, nous sommes bien placés pour savoir que les mots sont dangereux, que les mots tuent, que les mots discriminent, - *Applaudissements* - que les mots incriminent. Notre communauté ne doit pas sombrer dans le communautarisme et nous ne bâtissons pas notre place dans ce pays en excluant les autres. Merci.

*Applaudissements.*

### **Dogad DOGOUJ**

Qu'est ce cela aurait donc été si Harlem Désir n'était pas passé à l'heure de vérité, mais ailleurs !  
Merci à Stéphane POCRAIN. Je ne sais plus qui est l'élève dans tout ça ! Merci.

Pour Madame Taubira, la seule candidate noire, nous accueillons Maître Louvier.  
Maître, s'il vous plaît.

*Applaudissements.*

### **MAITRE LOUVIER**

Après ces brillants orateur, à la pauvre femme noire... - *Applaudissements.*

J'ai envie de vous renvoyer à ce beau texte de l'éclésiaste qui dit « Je suis belle, je suis noire... »  
C'est pratiquement le slogan de Madame Taubira.  
Revenons aux choses sérieuses et intelligentes.

Le programme présidentiel proposé par Christiane Taubira se situe dans la problématique qui vous est chère aujourd'hui. Quelle place pour les communautés noires en France. J'ai envie de vous dire que Madame Christiane Taubira la rend visible parce qu'il n'y a pas de doute, elle est Noire. Et pour elle la réponse à cette question se situe dans le cadre républicain. Mais une république qui ne saurait être ni farouche, ni frileuse. Car la question est de savoir comment rendre compatible l'unicité républicaine et la diversité des composantes de la nation.

Vous connaissez tous ici je pense la réponse anglo-saxonne. Elle vaut ce qu'elle vaut, mais elle a le mérite d'être claire. Selon elle, les communautés doivent s'organiser, se structurer, se définir entre elles, c'est la logique du communautarisme. C'est mieux que l'apartheid qui se fonde sur le développement séparé des communautés, mais ce n'est pas la république. Car la république pose, par delà les individualités, des valeurs dans lesquelles la collectivité dans toutes ses composantes, s'identifie et se reconnaît. Ici en France, pour répondre à votre question de tout à l'heure, nous ne ferons rien de constructif si nous n'identifions pas clairement le sens et la portée de ce mode d'approche de la question.

Dans le programme de Madame Taubira, je dirais qu'elle a répondu à votre question en disant qu'elle s'appuie sur la république parce que la république dont il s'agit a du caractère. Elle décrit dans 10 points. Elle est démocratique, elle est démocratique parce qu'elle embrasse toutes les diversités des cultures, des croyances. Elle est laïque parce qu'elle attentive à préserver les services publics de toute pression afin qu'ils soient au service de tous les publics. Elle est solidaire. Elle est forte. Elle est généreuse. Elle est vigilante, exigeante, transparente, humaine, universelle. La république de Christiane Taubira n'a rien à voir avec la république telle que la conçoit le pôle républicain. Je tiens à vous dire qu'elle se distingue en ce qu'elle a un projet à bâtir ensemble. Cette république dont elle a fait la constitution (la sixième) a le mérite d'être l'expression des pluralités, tout en garantissant la fraternité.

Elle ne tombe pas du ciel, elle n'est pas un objet de vénération et comme disait le Petit Prince, on ne peut pas mourir pour elle. C'est pourquoi je pense qu'il faudrait, et elle pense également, se réapproprier tous les espaces, tous les signes et tous les symboles de la république. C'est-à-dire que l'école, dès la maternelle est à nous, que l'université est à nous, que les services publics sont à nous, que les cabines téléphoniques, les quartiers, les cités, sont à nous et que tous les mandants électifs sont aussi à nous. C'est pourquoi au nom de la république et de cette cohésion sociale, par exemple, les émigrés doivent pouvoir voter aux élections locales. La liberté des cultes doit être garantie dans les faits. Partout où la demande sociale apparaît, des mosquées, j'en suis sensible à cela, comme tous les autres lieux de culte, ainsi que tous les lieux de sépulture pour tous les croyants doivent être édifiés grâce à la collectivité publique. Ainsi la république peut être fraternelle, elle sera ainsi désirable. Il y a à bâtir ensemble cette société nouvelle. Ayons confiance en nous. Nous connaissons cette devise américaine (I am America !). Je dirais que nous nous sommes la France.

*Applaudissements.*

### **Dogad DOGOUJ**

On en aura terminé maintenant, ou dans cinq minutes aussi si vous le voulez. Alors, très bien je le redis autrement, on s'arrête maintenant, si on pose des questions on en a pour cinq minutes, donc une ou deux questions maximum. Je vous explique pourquoi. Nous n'avons pas prévu dans notre programme d'inviter les candidats et leurs représentants à venir débattre. Nous avons envoyé un courrier pour qu'ils nous apportent leurs réponses de vive voix. Avec leur permission, je veux bien faire en sorte qu'il y ait une ou deux questions qui permettent d'aller plus loin dans le débat.

### **Patrick KATSOUVA**

Bonjour. Je suis consultant. J'ai une question que je pose spécialement aux membres de la majorité actuelle concernant l'obtention de la nationalité française. Ils ont dit qu'ils ont certes changé les lois Pasqua, mais sur un point il n'y a pas eu de modification parce que pour les enfants nés en France il faudra encore attendre 18 ans, 16 ans certes pour qu'ils fassent les démarches, pour qu'ils obtiennent cette nationalité. Or j'estime qu'il n'est pas possible qu'un enfant soit intégré dans un pays si pendant les 16 premières années de sa vie on lui dit qu'il est étranger.

Et puis brusquement à 16 ans selon un miracle ou une génération spontanée, il devient français. Je veux quand même que la majorité actuelle quoi qu'elle ait fait un discours en disant que c'était elle qui avait toujours fait progresser les droits des minorités, sur ce point là, l'intégration à la république n'est pas réalisée.

**Dogad DOGOUI :**

Merci. Deuxième question dans la foulée. Allez-y Madame. Vous avez le micro.

**Mireille PAM BAHLI**

Bonjour. Je suis née au cœur du continent berceau l'Afrique, de mère martiniquaise et de père martiniquais. Journaliste engagée je dirige l'Alliance Panafricaine. Je poserai deux questions brèves aux représentants de tous les candidats. Je sais qu'ils ne pourront pas me répondre mais ils pourront cogiter sur ces questions.

Première question, Madame, Messieurs, les candidats que vous représentez sont-ils prêts à s'engager à œuvrer pour démanteler les réseaux politico-mafieux qui ont manipulé et dévoyé les « indépendances africaines » depuis 44 ans ? *Applaudissements.*

Deuxième question, Madame, Messieurs, nous avons parlé de réparations, dans un souci de vérité, la candidate et les candidats que vous représentez sont-ils prêts à s'engager à rétablir la vérité dans l'enseignement de l'histoire en France ? Concrètement, les candidats sont-ils prêts à s'engager à stopper le bannissement de Cheik Anta Diop, ce grand égyptologue sénégalais – *Applaudissements* - banni des universités françaises, dont on ne trouve pas les livres dans la plupart des grandes bibliothèques françaises. Pourquoi ? Parce que Cheik Anta Diop a rétabli la maternité et la paternité de la civilisation égyptienne pharaonique à nous autres africains. Alors cette question : pourquoi ? Parce que nous prétendons vouloir réparer, nous prétendons vouloir stopper le racisme, pour stopper le racisme il faut en saper les fondements, or les fondements du racisme sont actuellement le fait que beaucoup de jeunes français croient à l'inégalité des races humaines. Or en rétablissant la vérité historique en apprenant aux Français lambda que l'Afrique est berceau de l'humanité et de la civilisation, en apprenant aux Français lambda que si aujourd'hui ils peuvent se prévaloir de civilisations grandes comme la civilisation grecque ou romaine, ces civilisations ont une dette incalculable à l'égard de la première civilisation africaine d'Egypte. Merci beaucoup.

*Applaudissements.*

**Dogad DOGOUI :**

Merci Madame.

Troisième et dernière intervention.

**Florence DINI**

Je suis africaine, journaliste, comme quoi ça existe bien, il n'y a pas que des journalistes noirs, mais il y a aussi les journalistes femmes. Alors, ma question s'adresse au représentant de Lionel Jospin, Harlem Désir. Au sujet du silence assez curieux de Lionel Jospin sur ce qui se passe aujourd'hui en Afrique centrale, notamment avec l'Angola, le Congo Brazzaville, le Congo Kinshasa. Nous savons maintenant que Jonas SAVIMBI a été tué dans des conditions assez mystérieuses qui ne sont toujours pas élucidées, mais curieusement l'armée angolaise est toujours présente au Congo Brazzaville, en RDC et dans d'autres parties de la région. Est-ce qu'il pourrait éventuellement s'exprimer avant le 21 avril prochain sur cette question précise ? *Applaudissements.*

## Les réponses

### Harlem DESIR

La première question sur **le droit du sol**. Je crois qu'il fallait d'abord rétablir le principe du droit du sol. Puisque cela a été une des batailles très importantes de l'époque que rappelait Stéphane POCRAIN, où nous avons lancé SOS Racisme. C'était une bataille je crois de tous les démocrates dans ce pays, des militants des droits de l'homme que de dire qu'il n'était pas acceptable que des enfants qui sont nés ici, qui ont grandi ici, se voient imposer au moment de leur majorité une demande de naturalisation comme s'ils arrivaient d'un pays étranger. Donc il fallait réaffirmer ce principe républicain inscrit dans le code de la nationalité depuis en fait le code civil de Napoléon, mais qui déjà existait sous l'Ancien régime en France. Qu'est à dire : du moment où on est né en France, quelle que soit son origine, la couleur de sa peau, la religion de ses parents, de soi-même : on est Français. Que la nation ne se fonde pas sur le sang, qu'elle ne se fonde pas sur l'héritage, qu'elle se fonde sur une communauté de citoyens qui ont à vivre ensemble et à bâtir un avenir en commun.

Donc cela s'est traduit, par le rétablissement de ce principe qui fait comme vous le dites monsieur, à la majorité, même si on ne fait pas de démarche particulière, à partir du moment où on est né en France, si on ne le refuse pas, et bien on est un Français, on a les mêmes droits que tous les autres français. Effectivement, il faut et il fallait que l'on reconnaisse l'esprit de la loi, autant que les dispositifs. C'est pourquoi dans ce rétablissement nous avons même été au-delà de ce qui existait auparavant et nous avons fait en sorte que dès l'âge de 16 ans et jusqu'à 21 ans, l'option soit ouverte, c'est-à-dire, que celles et ceux qui sont nés en France de parents étrangers, peuvent anticiper sur leur majorité, le moment où cela a une importance décisive : le droit de voter, le droit d'accéder à des emplois publics. Mais, dès l'âge de 16 ans, il a cette possibilité à partir du moment où il est né en France, on est de toute manière automatiquement français et pour ceux qui auraient des hésitations, qui voudraient faire un refus de double nationalité finalement, parce que cela n'entraîne pas du tout la perte de la nationalité des parents, ils peuvent jusqu'à l'âge de 21 ans renoncer si vraiment ils y tiennent, à la nationalité française, ce que évidemment nous n'avons pas encouragé.

Mais vous avez raison de dire qu'il reste encore d'une certaine façon une ambiguïté, et qu'en réalité, je fais partie de celles et de ceux qui pensaient que, dès la naissance, comme cela existe dans d'autres pays, par exemple aux USA, on devrait considérer qu'un enfant qui naît en France, dont les parents sont des résidents, même s'ils sont de nationalité étrangère mais qui sont des gens qui sont là, et bien on devrait considérer qu'il est un Français pour que quand on se retrouve à l'école confronté tout à coup à un débat sur le civisme, la nation, ou à une situation très concrète, un déplacement qu'on doit faire dans un autre pays de l'Union européenne, même si on est en train d'harmoniser tout ça, il n'y ait pas un certain nombre d'enfants à qui on va dire, toi tu es Marocain encore même si tu es né là, tu as grandi sur les mêmes bancs que les autres, il faudrait qu'on aille au consulat de Belgique, parce que tu vas visiter le parlement européen, ou d'Allemagne parce qu'il y a un jumelage avec une ville allemande, pour que quand même toi en tant qu'étranger tu puisses prendre le même autobus que les autres, le même jour et qu'on n'ait pas un problème à la frontière parce qu'en fait, tu es un étranger ni ici.

Donc, il y a peut être encore finalement à réfléchir à ce qui doit être fait pour que à ces enfants de résidents étrangers, qui naissent dans notre pays, qui sont scolarisés dans notre pays, on reconnaisse bel et bien, que dès le début ils sont des Français à part entière. En fait, les parents peuvent faire la demande pour eux avant l'âge de 16 ans. Stéphane POCRAIN me le rappelait - parce qu'on se posait la question - que c'est à partir de l'âge de 12 ans, que si leurs parents font la demande, les enfants peuvent acquérir immédiatement la nationalité française (encore qu'il y ait toujours des délais administratifs), mais je crois que la question en particulier se pose dès le début de la scolarisation.

Mais, c'était le principe quand même qu'il fallait réaffirmer et sur lequel il faut tenir bon. Je crois que c'est une grande victoire, je veux terminer sur ce point, de la société française dans son ensemble, de sa jeunesse métissée, que d'avoir gagné contre le FN dont les idées avaient déteint sur une partie de la droite, pas celle représentée par François Lamassoure, mais une autre partie, y compris celle qui n'est pas représentée aujourd'hui, qui est absente étrangement et qui à un moment donné, a accepté effectivement cette remise en cause du principe du droit du sol et cette idée que (vous savez) « ça se mérite », ça se mérite comme si ça se méritait pas pour celles et ceux tirailleurs sénégalais, marocains, travailleurs sur nos chantiers dont on était bien contents qu'ils viennent suer et risquer leur vie pour construire cette France et cette république qui aujourd'hui doit appartenir à tous ceux qui y vivent.

Deuxièmement les questions de la représentante de l'Alliance Panafricaine sont deux questions auxquelles j'espère qu'on peut apporter des réponses. Démanteler les réseaux politiques mafieux même si la politique étrangère en général et donc la politique en direction de l'Afrique est restée pendant la cohabitation du domaine dit partagé, le gouvernement a tenu à rompre avec ces pratiques qui consistaient à vouloir à tout prix défendre les régimes en place sous prétexte que avec eux malgré tout on avait une alliance fiable et qu'on ne savait jamais ce qu'il ressortirait d'une alternance fut-elle une alternance populaire et démocratique. Lionel Jospin n'a pas été en tant que premier ministre de ceux qui se sont accrochés à soutenir jusqu'au bout Mobutu ou un certain nombre d'autres dirigeants alors que de toute évidence leur temps était passé et que leurs populations n'en voulaient plus.

Au contraire, il a instauré, je crois un comportement assaini de nos autorités, y compris de nos forces militaires qui sont présentes dans le cadre d'accords de défense du territoire des pays pour qu'elles ne deviennent pas des espères de forces supplétives des gardes prétoriennes de présidents en place, liées comme vous le disiez aussi à des pratiques frauduleuses, corruptrices du point de vue de l'utilisation des fonds. Je crois que même d'une façon générale, il faut que dans les mécanismes de l'accord de Cotonou qui font suite à Lomé dans les politiques d'aide au développement, si on doit refuser la conditionnalité du type de celle qui a été imposée jusqu'ici par le FMI et par la Banque Mondiale : ces fameuses politiques d'ajustement structurelles où on imposait en contreparties des aides, la privatisation à tout prix, l'ouverture commerciale même dans des domaines où ça pouvait fragiliser l'agriculture locale des petites industries naissantes. Par contre, je crois qu'il est légitime d'avoir un certain nombre de conditionnalités qu'il faut appliquer intelligemment pour encourager et forcer parfois un peu le respect et les progrès des libertés démocratiques, l'association de la société, dans toutes ces dimensions, Lionel Jospin en a parlé avec des ONG qui s'occupent de développement, la semaine dernière. L'association des ONG qui s'occupe de développement durable, qui représente les femmes, mais aussi les employeurs, mais aussi les syndicats et le fait qu'il y ait une transparence garantie dans l'utilisation de ces fonds et de ces transferts importants de capitaux publics en particulier entre l'Europe et les pays africains.

Je crois qu'il ne faut pas que ce soit l'outil d'un nouveau colonialisme en imposant qu'on achète à tout prix les produits européens par exemple, mais je crois qu'il faut que ce soit un élément de soutien aux sociétés civiles qui se battent contre effectivement des dictatures et pour la démocratisation. Il n'y a aucune fatalité en Afrique. Il est faux de dire que l'Afrique n'est pas prête pour la démocratie. L'exemple du Ghana, l'exemple du Sénégal et même l'exemple de la Côte d'Ivoire - malgré des difficultés dans lesquelles cela s'est produit - prouve que l'Afrique est tout aussi prête pour la démocratie, que en Asie l'Inde est aussi prête pour la démocratie, que en Amérique Latine, le Brésil est prêt pour la démocratie. Je crois que cela aussi est une chose à laquelle nous devons tenir et ce doit être un vrai changement de la politique de coopération.

Sur l'enseignement, moi je suis d'accord avec ce qu'a dit Stéphane tout à l'heure, et la commission à laquelle il participe, qui a été mise en place autour de Maryse Condé, dont Lionel Jospin a rappelé l'importance qu'il y attachait lors de son déplacement aux Antilles il y a une semaine, doit permettre effectivement, une réappropriation de l'histoire universelle de l'humanité, de la place des travaux tels que ceux de Cheik Anta Diop et d'une façon générale, je crois qu'il doit y avoir une politique d'éducation contre le racisme qui utilise tous les outils disponibles. Vous avez parlé de l'histoire et c'est absolument décisif. On a parlé de la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité, on pourrait aussi parler de l'apport, ce qui a été fait par l'Unesco après la guerre, des scientifiques pour démonter le concept même de race, qui n'a absolument aucun sens. Et j'ai initié, il y a un peu plus de quinze ans quand je présidais SOS Racisme, une initiative qui maintenant est devenue annuelle, qui s'appelle la semaine nationale d'éducation contre le racisme, qui depuis est systématiquement parrainée par le Ministère de l'Education Nationale, avec une circulaire au bulletin officiel de l'Education Nationale, envoyée à tous les chefs d'établissements et qui permet aux associations – en collaboration avec les enseignants d'histoire, mais aussi de biologie, et de tous les secteurs - de profiter de ce temps pour orienter une partie de leur enseignement vers l'éducation anti-raciste de leurs élèves, de leurs collégiens et de leurs lycéens.

Sur l'Afrique centrale, je renvoie un peu à la réponse que j'ai faite sur les réseaux politico-mafieux, c'est la question de Florence Dini, je crois que vraiment il n'y a pas de la part de Lionel Jospin ou du Ministre des Affaires Etrangères ou du Ministre de la Coopération, Charles Josselin, d'indulgence particulière à l'égard du démantèlement du Congo, ou à l'égard de tel ou tel des groupes qui sont aujourd'hui impliqués dans le conflit de l'Afrique centrale. Je crois que notre approche, c'est réellement de permettre la reconstruction de nations pacifiques, démocratiques, où les différences d'intérêt puissent être régulées par la vie politique ordinaire et sortir effectivement d'une bataille entre clans pour le partage des richesses du sous-sol, des diamants, du pétrole, des minerais. Je pense que là, l'Europe et la France ont effectivement un rôle très actif à jouer, d'abord pour combattre toutes les formes de commerce illicite, aussi bien d'exportation des richesses africaines qui alimentent finalement ces guérillas, que aussi le commerce des armes. Et de ce point de vue la justice a commencé à faire un travail dans ce qu'on appelle l'Angolagate qu'il faudra qu'elle poursuive jusqu'au bout, quelles que soient les personnalités et les liens politiques qu'elles ont pu avoir auparavant.

*Applaudissements.*

### **M. MOULOUNGI**

Je pense que le représentant de Monsieur Jospin a déjà répondu avec brio sur un certain nombre de questions je ne reviendrai pas là-dessus. Mais en revanche, je veux dire une chose. Les partis politiques sont des mammoths comme disait Claude Allègre, il faut les dégraisser, c'est pour ça que j'appelle. Je réitère encore cet appel à adhérer dans les partis. Le porte parole des verts n'a pas adhéré aux Verts sans convictions, c'est parce que vous partagez les mêmes valeurs et les repères et je vous appelle intimement.

La politique franco-africaine. La majorité représentante de Monsieur Jospin a eu à parler à ce sujet. Vous savez moi je suis un développeur. J'ai créé un journal qui s'appelle les « Francophonies magazine ». Une entreprise est une aventure. J'ai déposé le bilan. Là, je fais le conseil. Vous savez nous autres qui sommes dans les métiers du conseil nous sommes les hommes de l'ombre. Je pense qu'il est dangereux, il est grave, souvent, de jeter une diatribe ou de porter des anathèmes. Je veux simplement dire ceci : vous êtes ici à l'heure actuelle, tous majeurs. Le temps du professeur Capet de Bana a fait la FEANF. Je pense que vous l'avez très bien dit. La FEANF avait libéré l'Afrique. Les nouvelles générations d'hommes la construisent.

Cessez ce discours de dire c'est à cause de la France. Est-ce que c'est Jospin, est-ce que c'est Chirac qui empêche à tel dirigeant africains de faire des routes, de faire des hôpitaux ? Non. Cessons de dire ce discours. Je pense que nous devons à l'heure actuelle nous responsabiliser. *Applaudissements.*

Alain Madelin et moi, nous sommes allés au Sénégal. Le président Wade est un libéral. Nous avons mené la campagne électorale du Président Wade. Bon, Alain Madelin, quand Wade était dans l'opposition, Alain Madelin disait à Chirac : « Monsieur le Président, vous savez, il y a une nouvelle génération d'hommes politiques qui est en train d'arriver en Afrique. La guerre froide elle est finie. Nous, nous avons pris au bond la démocratie parce que les Américains auxquels, quand à l'époque en Afrique, tel patriote se levait, on disait aux Américains que c'était le communiste alors que c'était faux. Donc, est-ce que vous voulez recevoir Monsieur Wade ? » Monsieur Chirac trouvait toujours une excuse. On allait voir Monsieur Jospin, Monsieur Jospin aussi trouvait une excuse. Vous savez quand Wade a été élu, le premier voyage il l'a fait aux Etats-Unis.

Les autorités françaises - que ce soit Chirac ou Jospin, comme je viens de le dire avec Madelin - est-ce que Monsieur Wade peut venir. Nous, on a dit écoutez, au moment où il était dans la traversée du désert vous le refusiez, maintenant qu'il est au pouvoir... non ? Mais il faut être conséquent avec son mandat, moi je dis ceci. Vous êtes tous des intellectuels n'est-ce pas ? Vous avez été dans la FEANF (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France) ainsi de suite, comment ? Donc, vous êtes un groupe de pression, vous êtes un lobby, il faudra maintenant à l'heure actuelle la FEANF avait fait un boulot, ceux qui sont à l'heure actuelle au pouvoir en Afrique ils ont été dans la FEANF. Ils ont critiqué l'impérialisme français, n'est-ce pas ? Mais le résultat est celui-là, je pense que le professeur Capet de Bana en ouverture avait demandé les nouvelles générations voulez-vous construire. Enfin, voilà mon expérience. Merci.

*Applaudissements.*

### Stéphane PO CRAIN :

Plusieurs choses.

Sur la question de la politique africaine de la France. C'est plus qu'une nuance. C'est un point de débat entre nous et le PS, plus d'ailleurs entre nous et Lionel Jospin. Il faut dire les choses franchement. On présente toujours les partis comme étant des blocs. Ce serait très facile pour moi de dire les Verts ont une bonne position, le PS est beaucoup plus timide. Ce n'est pas ce qui se passe y compris au sein du PS. Cela a été dit tout à l'heure par Harlem. Mais, il y a beaucoup de gens qui se battent pour une autre politique africaine de la France. Par exemple, il y a quelqu'un qui a laissé sa carrière politique il y a quelques années qui s'appelait Jean Pierre COT - lorsque la gauche a pris le pouvoir en 1981 - et qui a vraiment essayé de mettre en place une autre politique africaine. Donc, d'une certaine manière, j'ai l'impression que Noël Mamère place plutôt ses pas dans cette tradition au sein de la gauche française.

Juste une anecdote. Non d'abord un rappel. Même si je dis que la politique menée par la gauche plurielle a été timide en terme de rupture avec ce qui se faisait auparavant, je voudrais quand même rappeler que, puisque nous sommes à l'Assemblée Nationale, c'est ici même dans cette salle Victor Hugo, que se sont tenues pendant plusieurs mois (si je ne dis pas de bêtises) des auditions et des discussions visant à élucider le rôle de la France dans le génocide au Rwanda. Je dois dire que pour avoir souvent critiqué Lionel Jospin et l'avoir trouvé trop timide dans sa rupture avec les réseaux ce qu'on appelle la « Françafrique », je tiens quand même à rendre hommage à la majorité plurielle. Et je m'inscris aussi en faux par rapport à ce qui a été dit.

Bien évidemment le peuple africain et ses représentants sont des adultes, c'est évident. Mais chacun sait quand même qu'il y a des logiques de domination économique, politique, sociale - *Applaudissements* - qui s'exercent sur cette planète.

Je donne un exemple. Dans ce qui s'est passé au Congo Brazzaville, puisque cela a été évoqué. Chacun sait le rôle - peut être que je vais être attaqué en justice pour l'avoir dit, puisque cela a été le cas pour Noël Mamère - qui a été joué par l'entreprise ELF. Or aujourd'hui, ce type d'imbrications entre pouvoir économique et pouvoir politique n'ont absolument pas été mis à bas par le gouvernement de la majorité plurielle. Je pense que c'est une des principales tâches si on veut avoir une nouvelle politique internationale qui doit être mise en œuvre, si jamais, si d'aventure la gauche était à nouveau majoritaire. Pour avoir dit cela, et parce que nous avons créé un collectif qui s'appelait « ELF ne doit pas faire la loi en Afrique », Noël Mamère a été attaqué, d'ailleurs ELF avait été prudent parce qu'ils ne l'ont pas attaqué sur le fonds de ce que nous affirmions, à savoir l'implication d'ELF dans la politique africaine de la France, mais sur la forme. Ils ont dit vous avez détourné le logo de ELF pour le mettre sur notre affiche, on représentait le logo de ELF ensanglanté. « Nous vous attaquons non pas pour faux et usage de faux, disait ELF mais pour atteinte à l'image de la société ELF ». Ils ont perdu une première fois, perdu une seconde fois, donc nous avons gagné dans cette affaire à la fois sur le fonds et sur la forme. Sur la forme parce que la liberté d'expression a fait un pas dans ce pays et sur le fonds parce que ELF a montré qu'ils ont été incapables de nous attaquer sur le fonds de ce que nous racontions sur leur rôle dans la politique africaine de la France. Aujourd'hui la même entreprise - ELF bien évidemment, qui ne se contente pas de pourrir la relation entre la France et l'Afrique - joue un rôle important dans un pays comme la Birmanie, puisque ELF aujourd'hui accepte bien évidemment que ses oléoducs passent en Birmanie, soutient la junte birmane au pouvoir qui a détenu pendant de nombreuses années un prix Nobel de la paix. On voit donc bien en la matière que les mêmes qui pourrissent la politique africaine de la France, jouent un rôle dans un certain nombre d'autres domaines. Je ne m'étendrai pas.

Il y a certes la responsabilité des décideurs de pays africains, cela est évident, on ne peut pas le nier. Ils ont à se poser des questions. Et j'irai même plus loin, il y a la responsabilité à la fois des gouvernants et des opposants. Parce qu'on sait comment cela se passe en Afrique. On sait que souvent un certain nombre de gens qui dans l'opposition avaient des propos très virulents très en rupture avec la politique africaine de la France, dès lors qu'ils sont arrivés au pouvoir, et bien ils ont changé leur fusil d'épaule. Donc moi, je vous appelle pour ma part à être aussi vigilants vis-à-vis des pouvoirs en place que des oppositions en carton-pâte qui n'attendent trop souvent que de pouvoir prendre la place. Voilà pour la question de la politique africaine de la France.

Deuxième anecdote pour répondre à la représentante de l'Alliance Panafricaine sur Cheik Anta Diop. Pourquoi c'est important ? Il se trouve que ma femme est comédienne. Il y a quelque temps, elle a eu l'occasion de passer un casting pour le film Cléopâtre, Astérix, etc. Elle est noire. Donc elle arrive, toute contente. Elle dit un film sur Cléopâtre, effectivement il y aura des Noirs, quand même en Egypte, il y avait un certain nombre de noirs. On lui explique qu'elle aura le rôle d'une servante. Comme elle a une certaine conception de son métier et une certaine éthique militante, elle dit non excusez-moi l'esclavage a été aboli, donc je ne vois pas pourquoi systématiquement, nous les Noirs nous ne jouerions encore que des rôles de soubrette ou un certain nombre de choses du même genre..... Fin de l'anecdote. Elle refuse le rôle. Bien évidemment, il y a toujours des Noirs pour les accepter, le film sort avec des Noirs qui jouent ces rôles là. Fin du 1<sup>er</sup> acte de l'anecdote. Acte deux, j'achète le journal Studio au moment de la sortie du film Astérix et je lis une passionnante interview d'Alain Chabat qui dit « écoutez-moi je voulais vraiment faire un truc qui change et j'avais vraiment décidé de faire jouer Cléopâtre par une Noire ». Et je me dis c'est pas possible, il raconte n'importe quoi, je sais très bien qu'il n'a auditionné aucune actrice noire pour jouer le rôle de Cléopâtre. Phrase suivante : « mais j'ai consulté des égyptologues qui m'ont expliqué qu'en aucun cas, il n'était possible de faire jouer le rôle de Cléopâtre par une noire. Voilà pourquoi il est effectivement important de rendre hommage aux travaux de Cheik Anta Diop. Car bien évidemment l'amnésie est la meilleure des discriminations.

*Applaudissements.*

D'ailleurs je crois que je finirai là-dessus, je ne reviendrai pas sur ce qui a été dit par Harlem Désir sur la loi Guigou. Noël Mamère et les députés verts et un certain nombre de députés socialistes comme Koffi Yamyane, François Col\_Combet, Julien Dray, je crois, avaient déposé des amendements allant dans ce sens. Pour nous, les choses sont claires : un enfant né en France doit être Français. C'est le droit du sol intégral, quand on dit cela, c'est pas un scoop : c'est simplement le retour à ce que cette république, même au-delà des clivages droite gauche, a prôné depuis un certain temps et c'est vrai que nous ne sommes pas arrivés à amender la loi jusqu'à ce terme là. Et c'est pour ça que je veux faire le lien. Pourquoi on n'a pas gagné ? Parce qu'en réalité au même moment ou peu de temps avant, il y avait le débat sur la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers en France et qu'on voit bien qu'en la matière, ce qu'on arrive pas à modifier d'un côté (à savoir l'abrogation des lois Pasqua), a eu des effets sur les enfants nés en France. Voilà pourquoi je pense qu'effectivement tous les bulletins de vote ne se valent pas et tous les partis ne mènent pas la même politique.

Applaudissements.

### Dogad DOGOU

Merci à tous.

La matinée à été plus longue que prévue.

Je sens que les débats sur le volet politique vous intéressent.

Je ne sais pas si on va pouvoir y revenir. Mais, cet après-midi, on accueillera un avocat africain – américain – directeur régional d'Amnesty International pour les états du Sud des USA. Il nous entretiendra sur l'aspect politique et les discriminations, et nous reviendrons sur les ratés et les manipulations de la Conférence de Durban.

Je voudrais que nous remercions tous ensemble les représentants des élus et des candidats qui ont accepté de venir à notre rencontre pour jouer le jeu. Je vous dis à tout à l'heure et bon appétit. Merci.

Applaudissements.